

61 rue de Richelieu – 75 002 Paris
01 40 15 82 68 / sud@culture.gouv.fr



« Action publique 2022 »

La chasse aux services publics est de nouveau ouverte

Le 26 septembre 2017, 10 ans après le lancement par François Fillon de la « Révision générale des politiques publiques », qui aurait dû alors se nommer « Première suppression générale des politiques publiques », Édouard Philippe, en digne héritier de son prédécesseur, dont il est bon de rappeler l'appartenance au même mouvement de droite, adresse à son tour à l'ensemble des membres de son gouvernement une [lettre présentant le programme « Action publique 2022 »](#). Sous ce nom, se déploient les modalités selon lesquelles vont être à nouveau réduits, voire détruits les services publics. Décidé par Emmanuel Macron, ce dépeçage programmé interroge sur le mépris que ce dernier et son gouvernement vouent aux services de l'État, dont ils sont pourtant de purs produits. Ce mépris a-t-il pour origine un attachement à un néo-libéralisme - issu pourtant d'un monde ancien -, une méconnaissance de l'attente des citoyens envers leurs services publics, une connivence avec le secteur privé ?

Car l'objectif, à peine voilé sous une couche superficielle de « modernisation » et de nov-langue, est de démanteler les services de l'État pour en confier les missions « au mieux » aux collectivités locales par une nouvelle vague de décentralisation, dans un contexte de baisse des dotations aux collectivités (cherchez l'erreur), au pire, d'organiser, pour les secteurs les plus rentables, le « transfert au secteur privé », voire « d'abandonner des missions ».

Pour organiser cette casse programmée, il est bien sûr inutile de laisser le temps à une réflexion approfondie sur les moyens dévolus aux administrations pour réaliser leurs missions et sur les améliorations possibles des services rendus aux citoyens.

Le gouvernement a choisi d'avancer au pas de charge en s'appuyant sur un « comité » dédié, composé d'énarques, ayant déjà « pantouflé » dans le privé, de têtes « pensantes » de l'idéologie néo-libérales et de chefs d'entreprises. Ce comité devra rendre un rapport, avant la fin du 1er trimestre 2018, dont les grandes lignes sont déjà largement esquissées par le premier ministre, à l'issue d'une pseudo consultation des citoyens et des agents de la fonction publique lors d'un prétendu « grand forum de l'action publique ».

Bien entendu, la ministre de la Culture, en bonne élève, s'est empressée de répondre à la commande et de nouveau les DRAC se trouvent dans le viseur de trois inspections (IGA, IGF, IGAC). Combien d'années les DRAC, « bras armé du ministère en région » vont-elles devoir encore résister aux inquisitions des inspections ? Avec le perpétuel bouleversement de l'échelon régional du ministère, c'est en fait la remise en cause des politiques publiques culturelles qui est « en marche ».

Après avoir subi la RGPP, la Modernisation de l'Action Publique, la Revue des missions, les réductions drastiques d'effectifs et une « réforme territoriale » dévastatrice, c'est l'ensemble des services publics de la culture qui s'apprête à subir cette nouvelle attaque, menée toujours « plus haut, plus fort, plus vite ».

Il est hors de question de participer à cette pseudo-consultation ayant pour unique objectif de légitimer des attaques déjà préparées par le gouvernement, et dont la précipitation volontaire vise à créer un effet de sidération chez les citoyen-ne-s et les agent-es du service public pour empêcher toute contestation.

Ne nous laissons pas anesthésier. Il est temps de réagir et de se mobiliser !

**Toutes et tous, citoyen-ne-s, salariés-es des secteurs privés et publics.
Car nous sommes toutes et tous concernés-es par cette mise à mort
des services publics déjà asphyxiés.**

**Pour le Maintien de VÉRITABLES Services Publics au Service de
l'ensemble des Citoyen-ne-s, pour le Maintien de nos Emplois et pour
l'Évolution de notre Pouvoir d'Achat**

**Soyons Toutes et Tous Présentes
à la Journée de Mobilisation du 16 novembre 2017**

SUD Culture Solidaires, le 9 novembre 2017